

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

**MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DU BUDGET**

Budget Citoyen

2023



Guide du citoyen pour comprendre le projet de loi de finances pour 2023



Budget citoyen 2023 en quelques questions

page

- | | | |
|----|--|----|
| 01 | C'est quoi un budget citoyen ? | 03 |
| 02 | Connait-on la terminologie budgétaire ? | 04 |
| 03 | Le calendrier du processus d'adoption du Budget de l'Etat ? | 06 |
| 04 | Quelles sont les principales hypothèses économiques Retenues pour le budget 2023 ? | 07 |
| 05 | Quelles sont les recettes du budget 2023 ? | 08 |
| 06 | Quelles sont les dépenses au titre du budget de l'Etat 2023 ? | 10 |
| 07 | Quelles sont les nouvelles mesures importantes prévues au titre du budget 2023 en terme de développement Humain ? | 12 |
| 08 | Quelles sont les nouvelles mesures importantes prévues au titre du budget 2023 en terme de développement Economique? | 19 |
| 09 | Quels sont les principaux contacts utiles en matière budgétaire pour le citoyen ? | 23 |
| 10 | Quelles sont les principales nouvelles mesures législatives prévues au titre du budget 2023 ? | 01 |

I- C'est quoi un budget citoyen ?

Budget de l'Etat

Le budget de l'État est un document qui englobe l'ensemble des recettes et des dépenses prévisionnelles pour une année civile.

Le budget de l'État est l'expression chiffrée du programme d'actions du Gouvernement.

Le budget de l'État se traduit annuellement par des lois de finances.

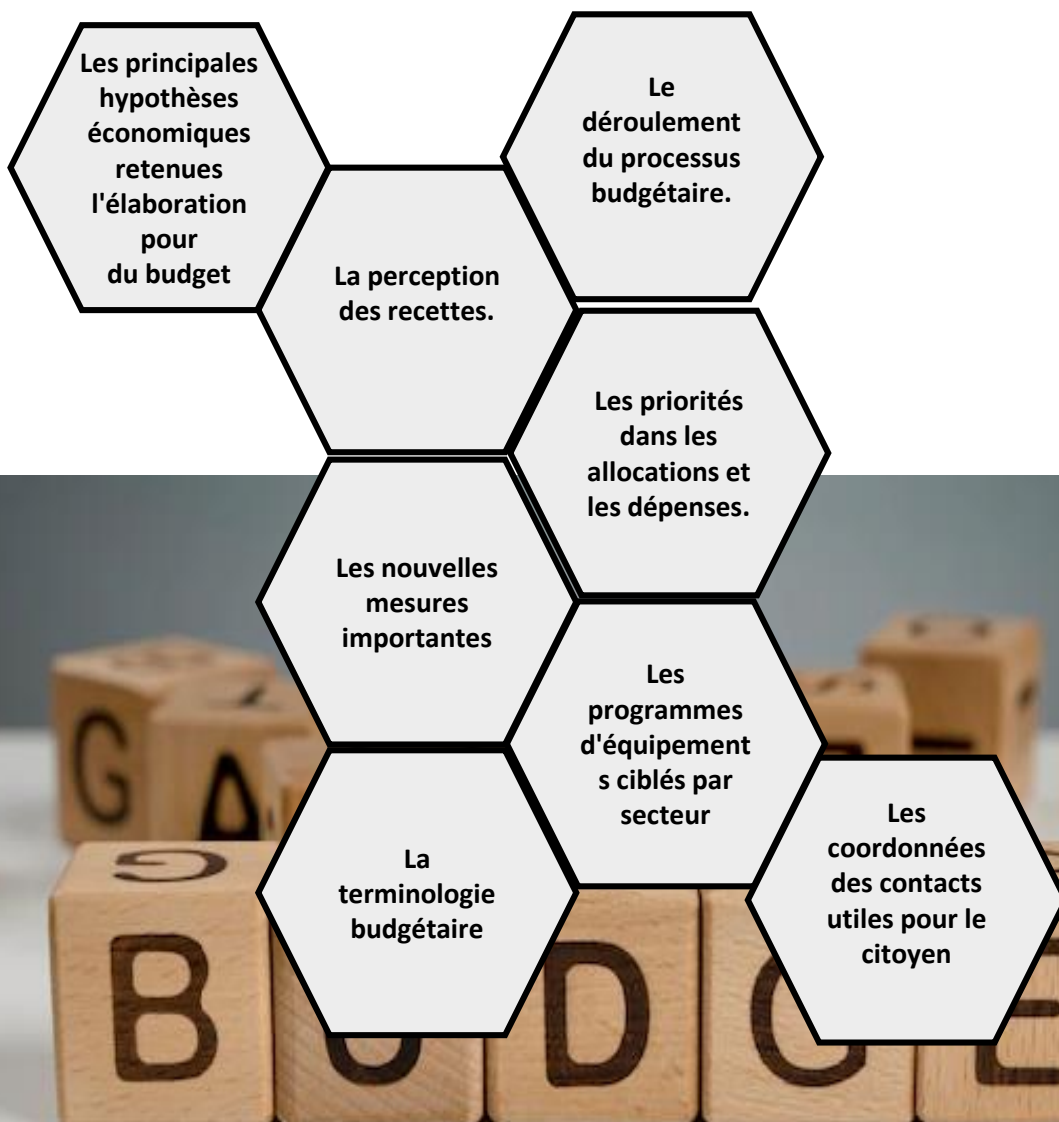
Budget Citoyen

Document qui résume et explique les informations clés du budget de l'État.

Un budget citoyen est une forme de rapport, destiné à la population afin de faciliter la compréhension du budget de l'État.

Un budget citoyen permet d'accroître la culture budgétaire de la population, étant donné que les citoyens sont ses principaux bénéficiaires.

les éléments clés du budget citoyen



Connait-on la terminologie budgétaire ?

Loi de Finances (LF)

La loi de finances détermine pour un exercice, la nature, le montant et l'affectation des ressources et des charges de l'Etat, ainsi que l'équilibre budgétaire et financier qui en résulte, en tenant compte d'un équilibre économique défini.

Autorisation d'engagement

Les autorisations d'engagements constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées.

Les types de Loi de Finances

Il y a trois lois de Finances
La LF de l'année ou initial
La LF complémentaire ou modificative
La LF de règlement budgétaire

Cadrage budgétaire à moyen terme (CBMT)

Un cadrage budgétaire à moyen terme est arrêté chaque année par le Gouvernement sur proposition du ministre chargé des finances, au début de la procédure de préparation des lois de finances. Il détermine, pour l'année à venir, ainsi que les deux années suivantes, les prévisions de recettes, de dépenses et du solde du budget de l'Etat, ainsi que, le cas échéant, l'endettement de l'Etat.

Loi de règlement budgétaire

La loi portant règlement budgétaire est l'acte par lequel il est rendu compte de l'exécution de la loi de finances de l'année et des lois de finances rectificatives relatives à la même année.

Crédit de paiement

Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées, mandatées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Connait-on la terminologie budgétaire ?

Programme

Un programme regroupe l'ensemble des crédits concourant à la réalisation d'une mission spécifique relevant d'un ou de plusieurs services, d'un ou de plusieurs ministères ou institution publique et définie en fonction d'un ensemble cohérent d'objectifs précis.

Sous programme

sous-programme est une subdivision de type fonctionnel du programme

Action

Une action est une subdivision opérationnelle du programme, permettant de préciser le niveau de mise en œuvre des politiques conduites et poursuivies et des crédits demandés, ouverts et exécutés. Une action peut comporter des sous actions qui précisent davantage le niveau de mise en œuvre

Balance des paiements

La balance des paiements est un état qui retrace l'ensemble des échanges de biens, services et de capitaux pendant une période donnée entre les agents économiques résidents d'un pays et le reste du monde

Solde de la balance commerciale

Si la valeur des exportations dépasse celle des importations, le pays a un excédent commercial ou que sa balance commerciale est excédentaire
Si les importations sont supérieures aux exportations, le pays a un déficit commercial ou sa balance commerciale est déficitaire

Balance commerciale

la balance commerciale est un état qui retrace la valeur des biens exportés et la valeur des biens importés

Le calendrier du processus d'adoption du budget de l'État

Mars- Avril 2022

Envoi d'une note méthodologique d'orientation aux ministères dépen­siers.

Mai-Aout 2022

Négociations budgétaires entre les ministères dépen­siers et le ministère des finances. Arbitrage des actions de désaccord entre les ministères dépen­siers et le ministère des finances.



Octobre 2022 Examen et approbation du projet de budget de l'État sous forme d'une loi (de finances) par le Parlement

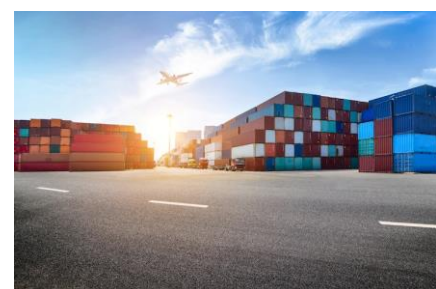
Septembre 2022 Adoption du projet de budget de l'État en Conseil des Ministre.

Décembre 2022 Promulgation de la loi de finances par le Président de la République. Publication de la loi de finances au journal officiel.

Quelles sont les principales hypothèses économiques retenues pour le budget 2023 ?



**Taux de change
DA/\$US140**



**importations de marchandises
36,8 Mrds\$ US**



**Taux d'inflation
+9,61%**



**Exportations d'hydrocarbures
38,8 Mrds\$ US**



**Solde budgétaire
-5 884,9 Mrds DA**



**Taux de croissance
4,1%**



**Taux de croissance hors
hydrocarbures
+5,6%**



**Solde global du trésor
-6 677,4 Mrds DA**

RECETTES DEFINITIVES APPLIQUEES AU BUDGET DE L'ETAT



RECETTES DEFINITIVES APPLIQUEES AU BUDGET DE L'ETAT

	PLF 2023	2024	2025
En milliers de DA			
1-Impositions de toute nature	6 588 938 188	6 853 884 095	7 109 026 182
A- Recettes fiscales	3 290 459 502	3 444 316 082	3 606 816 778
B-Fiscalité des hydrocarbures	3 298 478 686	3 409 568 013	3 502 209 404
2-Revenus des domaines de l'Etat	64 026 930	65 307 469	66 613 618
3-Revenus des participations financières de l'Etat	1 111 400 000	1 130 450 000	1 141 450 000
4-Rémunération de services rendus par l'Etat et les redevances	0	0	0
5-Produits divers du budget	130 000 000	130 000 000	130 000 000
6- Produits exceptionnels divers	0	0	0
7- Fonds de concours, dons et legs	50 000	50 000	50 000
8-Intérêts et produits provenant de prêts, avances et placements de l'Etat	7 500 000	7 500 000	7 500 000
Total des recettes	7 901 915 118	8 187 191 564	8 454 639 800

QUELLES SONT LES DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT 2023?



**Répartition des Autorisations d'Engagement (AE) et Crédits de Paiements (CP)
par Portefeuille de Programme et Programme**

(DA)

	Portefeuille de programme/ Programme	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement
Minist	Présidence de la République	88 442 286 000	57 482 286 000
Minist	Services du Premier Ministre	12 428 123 000	34 881 123 000
Minist	Défense Nationale	2 486 000 000 000	2 486 000 000 000
Minist	Finances	3 704 849 197 000	3 700 934 034 000
Minist	Affaires Etrangères et Communauté Nationale à l'Etranger	50 524 254 000	49 759 254 000
Minist	Intérieur, Collectivités Locales et Aménagement du Territoire	1 022 290 929 000	1 026 766 129 000
Minist	Justice	130 183 381 000	128 210 881 000
Minist	Energie et Mines	269 772 883 000	182 314 313 000
Minist	Moudjahidine et Ayants Droit	231 866 156 000	232 523 056 000
Minist	Affaires Religieuses et des Wakfs	39 999 125 000	42 137 228 000
Minist	Education Nationale	1 183 869 274 000	1 170 069 685 000
Minist	Enseignement Supérieur et Recherche Scientifique	523 693 133 000	566 493 133 000
Minist	Formation et Enseignement Professionnels	86 931 697 000	91 711 697 000
Minist	Culture et Arts	23 263 291 000	26 933 801 000
Minist	Jeunesse et Sports	82 712 017 000	85 382 633 000
Minist	Numérisation et Statistiques	1 077 420 000	4 395 420 000
Minist	Poste et Télécommunications	15 229 217 000	14 579 217 000
Minist	Solidarité Nationale, Famille et Condition de la Femme	143 093 626 000	143 420 326 000
Minist	Industrie	4 284 898 000	7 831 748 000
Minist	Agriculture et Développement Rural	617 991 827 000	618 172 610 000
Minist	Habitat, Urbanisme et Ville	544 062 795 000	502 485 441 000
Minist	Commerce et Promotion des Exportations	59 717 071 000	63 838 071 000
Minist	Communication	20 482 859 000	22 642 859 000
Minist	Travaux Publics, Hydraulique et Infrastructures de Base	364 251 780 000	514 254 107 000
Minist	Transports	103 334 549 000	206 771 914 000
Minist	Tourisme et Artisanat	4 375 926 000	4 678 926 000
Minist	Santé	702 240 259 000	711 339 676 000
Minist	Travail, Emploi et Sécurité Sociale	1 021 416 351 000	1 021 557 583 000
Minist	Relations avec le Parlement	467 504 000	467 504 000
Minist	Environnement et Energies Renouvelables	6 695 212 000	9 880 212 000
Minist	Pêche et Productions Halieutiques	6 676 999 000	4 834 560 000
Minist	Industrie Pharmaceutique	453 594 000	453 594 000
Minist	Economie de la Connaissance, Startups et Micro Entreprises	30 026 080 000	30 026 080 000
	Sous total des portefeuilles de programmes des Ministères	13 582 703 713 000	13 763 229 101 000
Inst	Assemblée Populaire Nationale	7 500 000 000	8 000 000 000
Inst	Conseil de la Nation	3 500 000 000	4 110 441 000
Inst	Cour Suprême	3 419 000 000	3 819 000 000
Inst	Conseil d'Etat	1 282 000 000	1 282 000 000
Inst	Conseil Supérieur de la Magistrature	102 200 000	102 200 000
Inst	Cour Constitutionnelle	977 000 000	1 002 416 000
Inst	Cour des Comptes	1 385 000 000	1 409 129 000
Inst	Haute Autorité de Transparence, de Prévention et de Lutte Contre la Corruption	162 000 000	162 000 000
Inst	Autorité Nationale Indépendante des Elections	1 653 000 000	1 653 000 000
Inst	Conseil National Economique, Social et Environnemental	800 000 000	800 000 000
Inst	Haut Conseil Islamique	165 000 000	165 000 000
Inst	Conseil Supérieur de la Langue Arabe	160 000 000	160 000 000
Inst	Conseil National des Droits de l'Homme	237 000 000	237 000 000
Inst	Académie Algérienne des Sciences et des Technologies	166 400 000	166 400 000
Inst	Conseil National de la Recherche Scientifique et des Technologies	145 000 000	145 000 000
Inst	Observatoire National de la Société Civile	197 000 000	235 700 000
Inst	Conseil Supérieur de la Jeunesse	150 000 000	150 000 000
	Sous total des portefeuilles de programmes des Institutions Publiques	22 000 600 000	23 599 286 000
	TOTAL GENERAL	13 604 704 313 000	13 786 828 387 000

**LES NOUVELLES MESURES IMPORTANTES PREVUES
AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT
EN TERME DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN**



Education Nationale

AE:1 183 869 274 000 DA

CP:1 170 069 685 000 DA



Enseignement de base

AE : 124 014 358 000 DA

CP: 119 140 945 000 DA

Enseignement secondaire

AE :46 364 541 000 DA

CP: 34 667 296 000 DA

Vie scolaire et transferts sociaux

AE :260 315 000 DA

CP: 3 797 497 000 DA

Formation

AE : 422 493 000 DA

CP: 523 493 000 DA

les crédits retenus seront destinés principalement à :

- ✓ la couverture en année pleine de l'incidence financière induite par la prise en charge de l'intégration des bénéficiaires des dispositifs de l'aide à l'insertion professionnelle et à l'insertion sociale (DAIP) et (DAIS) ;
- ✓ La couverture de 10 000 postes budgétaires du produit de formation, proposés pour la rentrée scolaire de septembre 2023/2024.
- ✓ La prise en charge de l'incidence financière induite par la révision à la hausse du coût journalier des repas au profit des élèves ;
- ✓ La mise en service des établissements réceptionnés pour la rentrée scolaire 2022-2023 (collège +158, lycée +103)
- ✓ Le financement du programme d'investissement du secteur de l'Education Nationale à travers l'inscription de 896 opérations pour **60,4 Milliards de DA** et la réévaluation du programme en cours : **18,3 Milliards de DA**,



Enseignement supérieur

AE: 523 693 133 000

CP: 566 493 133 000

Enseignement Supérieur

AE : 44 336 305 000 DA

CP: 70 001 219 000 DA

Recherche scientifique et développement technologique

AE :11 350 466 000 DA

CP: 14 240 466 000 DA

Vie estudiantine

AE :7 998 690 000DA

CP: 22 023 776 000 DA



Les crédits prévus pour 2023 sont destinés, essentiellement, à la prise en charge des opérations ci-après :

- ✓ Réalisation de 6000 places pédagogiques ;
- ✓ Réalisation de 1000 lits d'hébergement ;
- ✓ Réhabilitation des infrastructures universitaires (résidences universitaires, universités...);
- ✓ Acquisition des équipements pédagogiques et scientifiques au profit des infrastructures universitaires.
- ✓ La prise en charge de l'incidence financière induite par la mise en œuvre des nouvelles grilles indiciaires des salaires ;
- ✓ Le réajustement, aux besoins réels, des rubriques de dépenses relatives aux œuvres universitaires (alimentation, bourses et transport des étudiants):
- ✓ La prise en charge de l'impact financier induit par l'ouverture de 1400 postes budgétaires supplémentaires d'enseignants chercheurs au profit des établissements d'enseignement supérieur (universités, centres universitaires et écoles supérieures).

Santé



AE:523 693 133 000
CP:566 493 133 000

Prévention et soins	271 971 047 000	273 735 464 000
Formation dans le domaine de la santé	422 000 000	5 085 000 000
Total	272 393 047 000	278 820 464 000

Il s'agit des crédits destinés au financement et au développement des activités sanitaires notamment ce qui concerne :

- ✓ le renforcement de la ressource humaine du secteur de la santé à travers l'ouverture de 19.952 postes budgétaires supplémentaires (praticiens spécialistes, paramédicaux et contractuels.....), pour un impact financier supplémentaire de **6 Milliards de DA** ;
- ✓ le programme d'approvisionnement en médicaments pour un montant global de **154 Milliards de DA** soit **+46 Milliards de DA** par rapport à l'exercice 2022 et ce, afin de garantir la continuité du programme et la prise en charge de certaines maladies budgétivores plus particulièrement la cancérologie et les maladies rares ;
- ✓ le programme de vaccination pour un montant de **24,6 Milliards de DA** en prévision de la mise en œuvre du nouveau calendrier vaccinal publié au titre de l'exercice 2022 ;
- ✓ la révision à la hausse des crédits destinés à la prise en charge des dépenses d'entretien du matériel médical pour un montant de **25 Milliards de DA** soit **+10 Milliards de DA** par rapport à l'exercice 2022 ;

Formation professionnelle

AE:86 931 697 000 DA

CP:91 711 697 000DA

Formation Professionnelle

AE : 17 479 385 000 DA

CP: 20 315 885 000 DA



Enseignement Professionnel

AE :177 385 000 DA

CP: 403 385 000 DA

le budget accordé au secteur de la formation professionnelle prévoit la prise en charge notamment :

Le financement des travaux réalisation, d'équipement, d'aménagement, de réhabilitation, de réfection et d'extension des sièges de directions et des anciens établissements de la formation professionnelle ;

Acquisition d'équipements en mobiliers scolaires et services communs au profit des établissements de la formation professionnelle ;

Le renforcement de la ressource humaine du secteur à travers l'ouverture 1240 postes budgétaires supplémentaires pour les nouveaux établissements à créer et les 10 directions des nouvelles wilayas du sud

Jeunesse et Sports

AE: 82 712 017 000 DA
CP: 85 382 633 000 DA

Jeunesse

AE :5 317 667 555 DA
CP: 5 248 796 555 DA



Sports

AE :17 117 003 313 DA
CP: 20 895 474 313 DA

les principales actions à prendre en charge au titre de l'exercice 2023 peuvent être présentées comme suit :

Le financement du programme d'investissement pour un montant des **23 Milliards de DA** destiné à la réalisation et la réhabilitation des infrastructures sportives.

la prise en charge des dépenses liées à l'organisation du Chan 2023 pour **0,9 milliard de DA**, et la préparation des athlètes et d'élite et haut niveau en prévision des jeux olympiques et paralympiques de Paris en 2024 pour un montant de **1,3 Milliard de DA**.

Le fonctionnement normal des structures de la jeunesse et des sports



Travail, emploi et sécurité sociale



les crédits retenus pour le secteur du Travail sont destinés pour plus de **99%** au financement des programmes :

de Soutien et promotion de l'emploi : pour une enveloppe de **691 Milliards de DA**, afin de prendre en charge les dépenses afférentes à l'allocation chômage, et au dispositif d'Aide à l'Insertion Professionnelle (DAIP) ;

de soutien au système de sécurité sociale : pour un montant de **325,8 Milliards de DA**, comportant principalement les dépenses de solidarité nationale destinées à l'amélioration du pouvoir d'achat des petites pensions de retraite et d'invalidité.

AE: 1 021 416 315 000 DA
CP: 1 021 557 583 000 DA

Inspection générale du travail
AE: 2 384 076 000
CP: 2 467 952 000

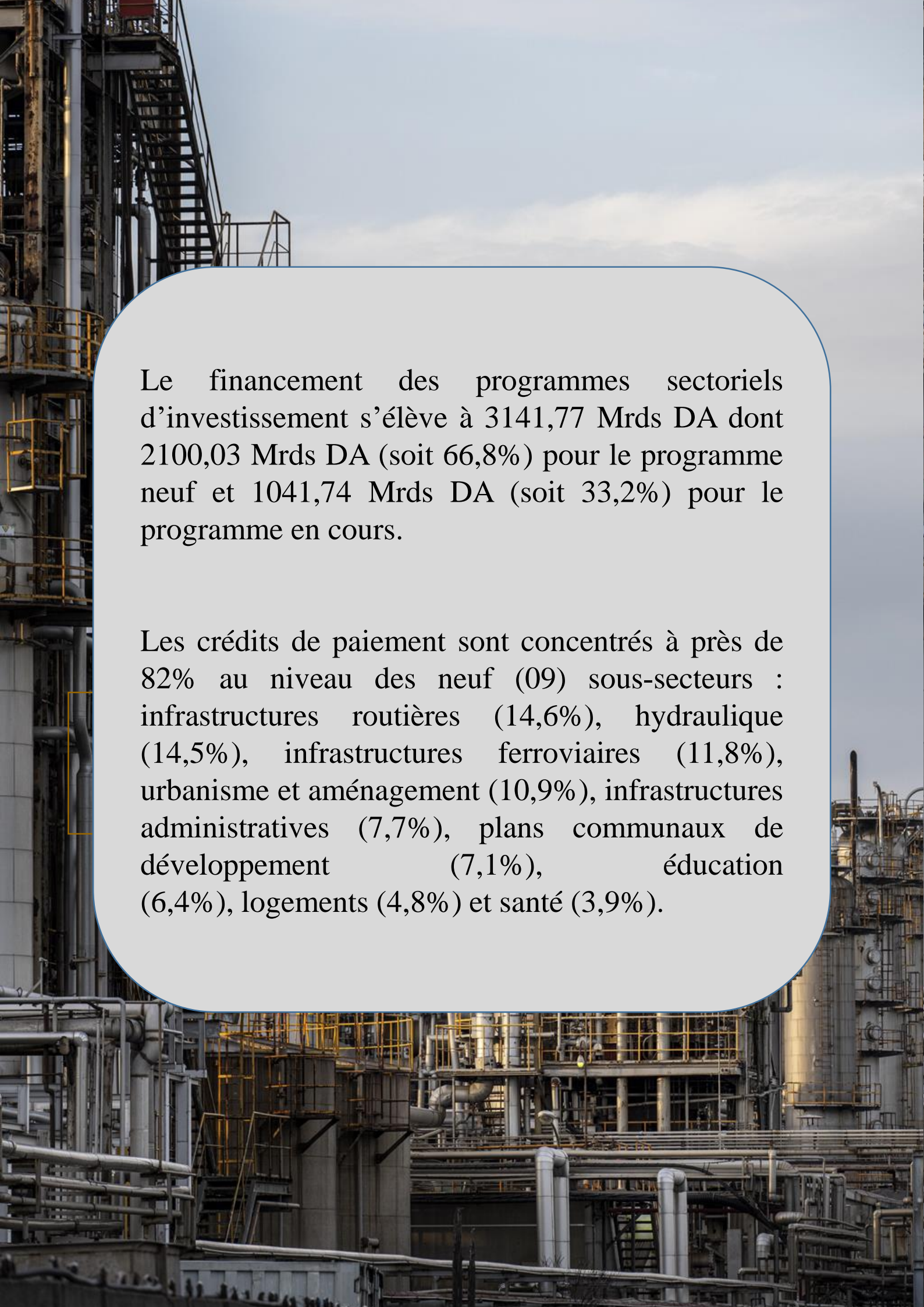
Soutien et promotion de l'emploi
AE: 690 975 869 527
CP: 691 033 225 527

Système de protection sociale
AE: 325 805 340 657
CP: 325 805 340 657



**QUELLES SONT LES
NOUVELLES MESURES
IMPORTANTES
PREVUES AU TITRE
DU BUDGET DE L'ETAT
2023 EN TERME DE
DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE ?**





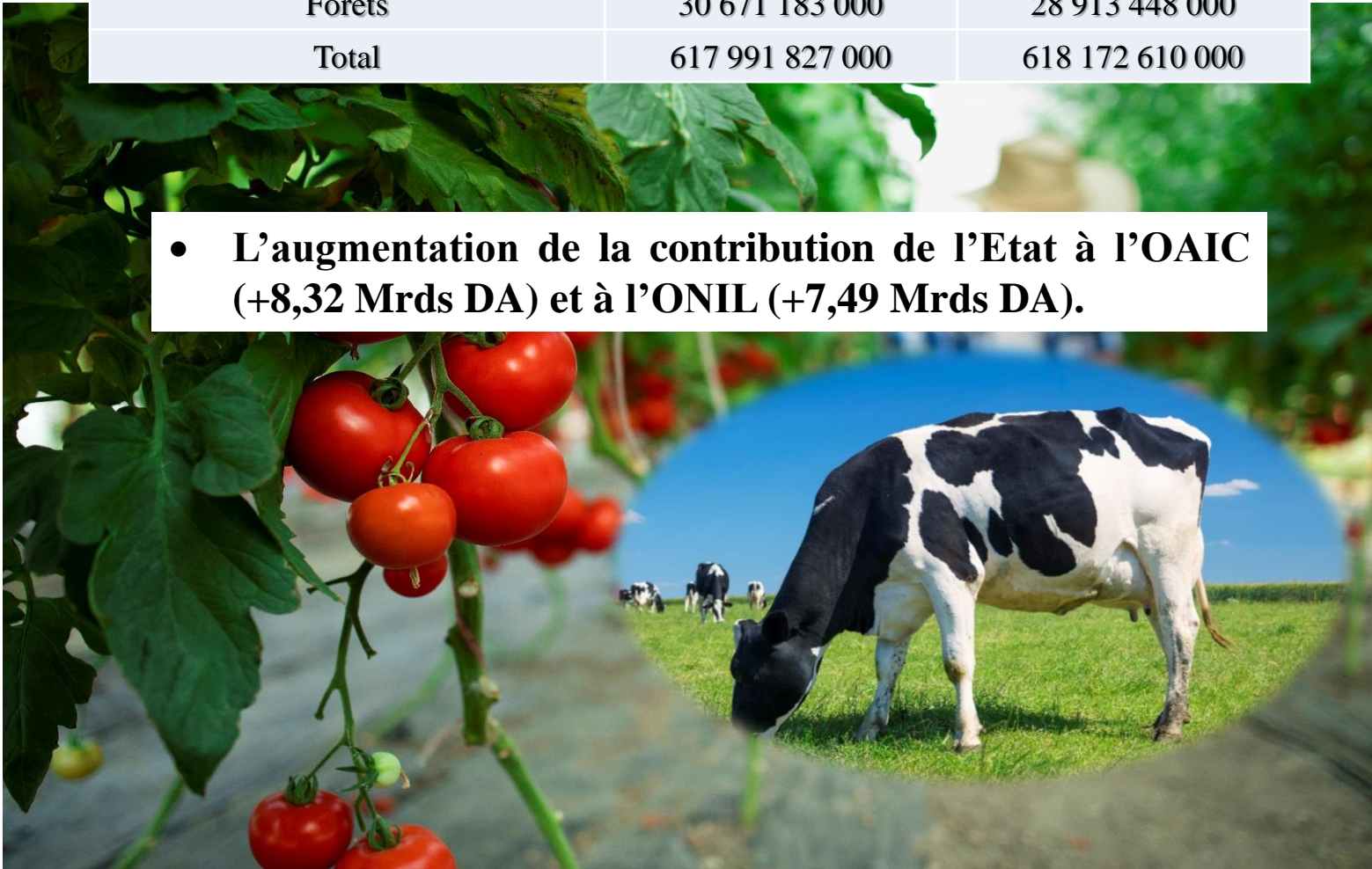
Le financement des programmes sectoriels d'investissement s'élève à 3141,77 Mrds DA dont 2100,03 Mrds DA (soit 66,8%) pour le programme neuf et 1041,74 Mrds DA (soit 33,2%) pour le programme en cours.

Les crédits de paiement sont concentrés à près de 82% au niveau des neuf (09) sous-secteurs : infrastructures routières (14,6%), hydraulique (14,5%), infrastructures ferroviaires (11,8%), urbanisme et aménagement (10,9%), infrastructures administratives (7,7%), plans communaux de développement (7,1%), éducation (6,4%), logements (4,8%) et santé (3,9%).

Infrastructures routières et autoroutières	151 765 481 000	209 149 282 000
Infrastructures aéroportuaires	1 649 640 000	7 407 640 000
Infrastructures maritimes	1 554 094 000	5 914 094 000
Mobilisation des ressources en eau et de la sécurité hydrique	37 293 617 000	74 913 930 000
Approvisionnement en eau potable et industrielle	119 025 099 000	122 712 162 000
Hydraulique agricole	4 621 815 000	7 784 372 000
Assainissement et protection du milieu naturel	19 724 373 000	57 166 955 000
Total des crédits mis à la disposition du Ministre des Travaux Publics, de l'hydraulique et des infrastructures de base	364 251 780 000	514 254 107 000



Agriculture et développement rural	567 683 550 000	568 831 092 000
Forêts	30 671 183 000	28 913 448 000
Total	617 991 827 000	618 172 610 000



- **L'augmentation de la contribution de l'Etat à l'OAIC (+8,32 Mrds DA) et à l'ONIL (+7,49 Mrds DA).**

Ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville

	AE	CP
Logement	319 607 356 000	289 687 560 000
Urbanisme et aménagement	90 198 988 000	83 435 888 000
Villes et Villes nouvelles	14 708 004 000	46 077 546 000
Equipements publics	97 815 390 000	60 993 390 000
Total	544 062 795 000	502 485 441 000



Quelles sont les principaux contacts utiles en matière budgétaire pour le citoyen



www.mf.gov.dz



www.mfdgb.gov.dz



www.mfdgi.gov.dz



www.douane.gov.dz



النظم العقارات السجل العقاري

www.dgdn.gov.dz



www.mf-dgc.gov.dz

**Ministere des Finances
Direction Générale du Budget
Immeuble Ahmed FRANCIS 16306 BEN AKNOUN
-ALGER
Telephone : +213 (0) 21 59 51 51 / (0) 21 59 52 52**

**QUELLES SONT LES PRINCIPALES
NOUVELLES MESURES LEGISLATIVES
PREVUES AU TITRE DU BUDGET 2023?**



RÉFORME DU SYSTÈME FISCAL

```
graph TD; A([RÉFORME DU SYSTÈME FISCAL]) --> B([Simplification de la déclaration et du paiement de l'IRG/revenu foncier, en une seule fois et de façon définitive au niveau du lieu de situation du bien, en lieu et place du domicile fiscal du contribuable]); A --> C([Allègement des procédures des contribuables soumis au régime simplifié des professions non commerciales et du régime de l'impôt forfaitaire unique, pour leur permettre de s'acquitter de leurs obligations fiscales, en matière d'impôts directs, chaque trimestre au lieu de chaque mois]); A --> D([Simplification de la procédure de déclaration et de paiement de la taxe foncière est due sur les propriétés bâties et non bâties par la révision de son mode de calcul, à travers l'introduction d'un système de coefficients à appliquer sur la valeur locative fiscale et ce, en fonction des zones et sous zones, fixés par un arrêté interministériel]);
```

Simplification de la déclaration et du paiement de l'IRG/revenu foncier, en une seule fois et de façon définitive au niveau du lieu de situation du bien, en lieu et place du domicile fiscal du contribuable

Allègement des procédures des contribuables soumis au régime simplifié des professions non commerciales et du régime de l'impôt forfaitaire unique, pour leur permettre de s'acquitter de leurs obligations fiscales, en matière d'impôts directs, chaque trimestre au lieu de chaque mois

Simplification de la procédure de déclaration et de paiement de la taxe foncière est due sur les propriétés bâties et non bâties par la révision de son mode de calcul, à travers l'introduction d'un système de coefficients à appliquer sur la valeur locative fiscale et ce, en fonction des zones et sous zones, fixés par un arrêté interministériel

**SOUTIEN A
L'INVESTISSEMENT,
ENCOURAGEMENT DE LA
PRODUCTION NATIONALE
ET SOUTIEN DES
MENAGES**

Exonération de l'IBS des coopératives de la pêche et de l'aquaculture, ainsi que leurs unions bénéficiant d'un agrément délivré par les services habilités du ministère chargé de la pêche et de l'aquaculture pour encourager l'accroissement de la production des produits de la pêche et de l'aquaculture à destination des consommateurs

Allègement des obligations de réinvestissement des bénéfices réalisés dans le cadre des avantages fiscaux accordés, et la diversification des formes d'investissement

Encouragement des entreprises à investir dans la recherche et développement, par l'augmentation du niveau de déduction du revenu ou du bénéfice, des montants investis dans l'innovation

**SOUTIEN A
L'INVESTISSEMENT,
ENCOURAGEMENT DE LA
PRODUCTION NATIONALE
ET SOUTIEN DES
MENAGES**

Exonérations fiscales citées pour les véhicules à moteur hybrides utilisant deux types de motorisation : thermique et électrique, ainsi que les véhicules à moteur électrique

Autorisation de l'importation des équipements et matériels agricoles de moins de cinq (05) ans, à l'effet de répondre à la politique de mécanisation agricole et relever les défis qu'impose la conjoncture internationale en matière de sécurité alimentaire

Encouragement du développement de la monétique par l'exonération des opérations d'importation des cartes intelligentes de crédits bancaires ainsi que leurs composants, par les banques et les établissements spécialisés dans ce domaine

Autorisation des particuliers résidents pour l'importation des véhicules de tourisme de moins de trois (3) ans, importés par les particuliers résidents, pour leur usage personnel, l'autorisation de dédouanement pour la mise à la consommation, avec paiement des droits et taxes relevant du régime de droit commun, sur leurs devises propres.